

Résumé des Coprésidents
Réunion du Comité du Fonds pour les technologies propres (CTF)
Washington D.C. (réunion virtuelle)
Jeudi 24 juin 2021

Coprésidents

M. Martin Manuel Illescas, Argentine
M. Nicholas Strychacz, États-Unis

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR. OUVERTURE DE LA REUNION

1. La réunion a été ouverte par Mme Mafalda Duarte, Directrice des Fonds d'investissement climatiques (CIF). Le Comité du CTF a été informé que les coprésidents élus étaient M. Martin Manuel Illescas (Argentine) représentant les pays bénéficiaires, et M. Nicholas Strychacz (États-Unis), représentant les pays contributeurs.

POINT 2. DE L'ORDRE DU JOUR ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2. Le Comité du CTF a adopté l'ordre du jour provisoire présenté dans le document CTF/TFC.26/2/Rev.1.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR. CTF 2.0

3. Le Comité a accueilli favorablement les nouvelles informations présentées par Mme Mafalda Duarte sur la proposition de CTF 2.0.

4. Le Comité :

- i) Conscient de l'urgence que revêt l'atténuation des changements climatiques et notant la demande persistante de ressources du CTF émanant des pays bénéficiaires ;
- ii) Réaffirmant sa volonté collective, dont témoignent les décisions du 5 décembre 2016 et du 6 juin 2017 de poursuivre, dès que possible, des options permettant d'optimiser l'impact du CTF en formulant de nouvelles stratégies de financement pour mobiliser des financements supplémentaires sur les marchés des capitaux privés grâce à l'effet de levier des contributions existantes, comme indiqué dans la proposition soumise au Comité en date du 8 novembre 2016 (la « Proposition de CTF 2.0 ») ;
- iii) Réaffirmant la décision du 4 juin 2019 relative à l'examen de la clause de caducité automatique ;
- iv) Notant que la Proposition de CTF 2.0 doit faire l'objet d'un examen supplémentaire et doit être approuvée par le Comité, compte tenu des évaluations des risques des différents membres ;
- v) Notant de surcroît que les Contributeurs n'ont pas encore, individuellement, pris la décision de participer à la Proposition de CTF 2.0, et que les droits et obligations découlant actuellement des accords de contribution ne sont nullement modifiés, y compris : i) le droit de tout contributeur accordant un prêt de recevoir des paiements au titre des intérêts et du principal conformément aux conditions des accords ; et ii) le droit des contributeurs accordant des dons et des capitaux de recevoir la part des versements et rentrées d'autres fonds qui leur revient, et qui ne sera pas diminuée même si le contributeur décide de ne pas accepter la Proposition de CTF 2.0:

décide de :

- vi) Demander à l'Unité administrative des CIF de considérer les modalités pouvant être retenues pour utiliser les ressources du fonds fiduciaire du CTF (y compris mais non exclusivement les versements et les rentrées d'autres fonds - ces termes ayant la signification qui leur est donnée dans les différents accords de contribution) représentant la part de chacun des contributeurs aux fins de la Proposition de CTF 2.0;
- vii) Demander à l'Unité administrative des CIF, en collaboration avec l'Administrateur et les BMD, de prendre des dispositions pour poursuivre la formulation et la mise au point de la Proposition de CTF 2.0;

- viii) Demander à l'Unité administrative des CIF, ainsi qu'à l'Administrateur, de lancer les consultations au sein de la BIRD sur le processus d'approbation et de présenter des informations actualisées au Comité du CTF ;
- ix) Demander aux BMD d'exercer en interne toute la diligence requise et de tenir les consultations nécessaires en vue de l'adhésion à la Proposition du CTF 2.0, y compris toute évaluation de la structure décrite dans cette proposition par comparaison à d'autres options que les BMD auront jugé pouvoir atteindre les objectifs antérieurement définis par le Comité du CTF, sachant que des modifications devront être apportées aux Accords sur les procédures financières entre les BMD et l'Administrateur pour assurer la mise en œuvre de la Proposition de CTF 2.0 ;
- x) Demander à l'Unité administrative des CIF de présenter, dans les meilleurs délais, un plan de mise en application assorti d'un calendrier des réunions et d'une série de mesures, ainsi que les résultats de l'analyse technique et de la diligence requise, qui sont nécessaires à la prise d'une décision concernant la Proposition de CTF 2.0.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL ET RAPPORT SUR LES RESULTATS DU CTF

5. Le Comité a examiné le document CTF/TFC.26/3 intitulé *Rapport d'activité semestriel du CTF*, et le document CTF/TFC.26/3.1 intitulé *Rapport sur les résultats du CTF*, et a pris note avec satisfaction des progrès réalisés à l'appui des travaux du Fonds pour les technologies propres.
6. Le Comité a pris note de la proposition formulée dans le rapport d'activité semestriel du CTF, consistant à affecter, à l'avenir, toutes les ressources qui seront annulées à un Guichet des opérations futures du CTP.
7. Le Comité demande à l'Unité administrative des CIF et aux BMD de préciser cette proposition, notamment sa portée et les attentes relatives aux cofinancements du secteur privé, avant de la soumettre à nouveau au Comité pour décision.
8. Le Comité prend acte du fait que les membres ont demandé, durant la réunion, que l'Unité administrative des CIF lance du processus de sélection des pays, notamment en constituant le groupe d'experts indépendants, pour le Programme d'investissement pour l'accélération de la sortie du charbon, en vue de soumettre les recommandations du groupe d'experts au Comité, pour examen, lors d'une réunion intersessions en octobre 2021.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR. RAPPORT SUR LES RISQUES DU CTF

9. Le Comité du CTF a examiné le document CTF/TFC.26/4 intitulé *Rapport sur les risques du CTF*, et a pris note avec satisfaction des progrès réalisés à l'appui des travaux du Fonds pour les technologies propres.
10. Le Comité demande à l'Unité administrative des CIF de recenser, évaluer et suivre les principaux risques auxquels le programme est exposé et de faire rapport sur ces derniers.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR. AUTRES QUESTIONS

11. Aucune autre question devant faire l'objet d'une décision n'a été présentée par le Comité.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR. CLOTURE DE LA REUNION

12. La réunion a été clôturée à 12 h 43 le jeudi 24 juin 2021.